

# MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Convention collective nationale

IDCC : 7024 | **PRODUCTION AGRICOLE ET CUMA**  
(15 septembre 2020)

Convention collective

IDCC : 9612 | **EXPLOITATIONS AGRICOLES DE POLYCULTURE, D'ÉLEVAGE, DE MARAÎCHAGE, D'ARBORICULTURE FRUITIÈRE, HARAS ET CUMA (Orne)**  
(20 juillet 1977)

## Avenant n° 6 bis du 16 octobre 2024

NOR : AGRS2597098M

IDCC : 7024

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Orne,**  
d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**Syndicat général agroalimentaire de l'Orne CFDT ;**  
**Union régionale des syndicats CFTC agricole de Normandie ;**  
**Syndicat national des cadres des exploitations agricoles SNCEA CFE-CGC,**  
d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

### Préambule

Par le présent avenant, et afin de mettre en conformité la définition du groupe assuré avec le décret n° 2021-1002 du 30 juillet 2021 relatif aux critères objectifs de définition des catégories de salariés bénéficiaires d'une couverture de protection sociale complémentaire collective, les partenaires sociaux, représentatifs au plan départemental, décident de modifier les dispositions de l'accord départemental d'assurance complémentaire frais de santé du 19 juin 2009 concernant les salariés non cadres des exploitations agricoles de l'Orne en fonction des dispositions prévues par « l'accord national du 10 juin 2008 sur une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance. ».

Par ailleurs, il est précisé qu'en application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, le présent accord ne comporte pas de stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés. En effet, les entreprises de la branche sont majoritairement constituées par des

effectifs de moins de 50 salariés. Aussi, les dispositions du présent accord s'appliquent à toutes les entreprises de la branche, y compris les TPE de moins de 50 salariés, et ce afin de ne pas remettre en cause le régime social et fiscal de faveur attaché au présent régime.

En conséquence, l'accord départemental d'assurance complémentaire frais de santé du 19 juin 2009 concernant les salariés non cadres des exploitations agricoles de l'Orne est modifié comme suit :

## Article 1<sup>er</sup>

L'article 3 « Salariés bénéficiaires » est modifié et réécrit comme suit :

### « Article 3 | *Salariés bénéficiaires*

Les dispositions du présent accord, au titre des garanties santé, s'appliquent à tous les salariés ne relevant pas des articles 2.1 et 2.2 de l'accord national interprofessionnel relatif à la prévoyance des cadres du 17 novembre 2017, et qui relèvent du champ d'application du présent accord, sans condition d'ancienneté,

à l'exclusion :

- des salariés relevant des articles 2.1 et 2.2 de l'accord national interprofessionnel (ANI) relatif à la prévoyance des cadres du 17 novembre 2017 et des techniciens, agents de maîtrise et cadres relevant de la convention collective du 2 avril 1952 et du régime Agirc-Arrco, et bénéficiant à ce titre du régime de prévoyance défini dans la convention précitée ;
- des salariés non cadres définis ci-dessus relevant d'un accord collectif étendu plus favorable que le présent accord ;
- des VRP et bûcherons-tâcherons relevant d'autres dispositions conventionnelles. »

## Article 2 | *Entrée en vigueur*

Les dispositions arrêtées au présent avenant prennent effet à compter du premier jour du trimestre suivant celui de la date de parution de l'extension au *Journal officiel*, et au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2025.

## Article 3 | *Dépôt et extension*

Le présent avenant est établi en nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Les parties signataires demandent, sans délai, l'extension du présent avenant qui sera déposé à la DDETS de l'Orne.

*Fait à Alençon, le 16 octobre 2024.*

(Suivent les signatures.)